

Crise au PS où Aubry se revendique premier secrétaire de tous les militants

PARIS (AFP) - La crise est ouverte au PS où Martine Aubry, élue à la tête du parti avec quelques voix d'avance, se revendique "premier secrétaire de tous les militants", alors que Ségolène Royal reste déterminée à lui contester la victoire et continue de réclamer un nouveau vote.



Martine Aubry le 22 novembre 2008 à l'Assemblée nationale (© AFP - Martin Bureau)

Benoît Hamon, candidat malheureux à la direction du PS et soutien de Martine Aubry, s'inquiète dimanche dans les colonnes de Sud Ouest dimanche pour "l'existence même" du Parti socialiste et demande aux royalistes de "respecter le vote des militants".

Martine Aubry a déclaré en fin de journée vouloir être "le premier secrétaire de tous les militants socialistes", dès que les résultats la plaçant en tête auront été validés mardi par les instances du parti.

"C'est quand même très étrange de voir une candidate à une élection s'auto-proclamer élue, alors même qu'il y a actuellement un certain nombre de décomptes de voix qui sont en cours d'examen", a répliqué Ségolène Royal.

Au terme du vote des militants pour désigner leur nouveau premier secrétaire, la maire de Lille a devancé l'ex-candidate à la présidentielle de 42 voix, sur 134.784 suffrages exprimés, selon un décompte rendu public à l'aube par la direction du PS à l'issue d'une folle nuit de rumeurs, coups de gueule et d'intox.

Avant même cette annonce, Ségolène Royal faisait savoir qu'elle ne "se laisserait pas faire", exigeant un nouveau vote. Exigence réitérée en soirée sur TF1. Au fil de la journée de samedi, des partisans des deux camps ont évoqué des tricheries ou des erreurs ayant selon eux faussé le scrutin.

L'entourage direct de Mme Royal a cité plusieurs cas précis où sa candidate aurait été défavorisée, notamment à Lille, le fief de Martine Aubry. Les contestations lancent "une polémique destinée à entacher ce scrutin", a estimé de son côté Christophe Borgel, mandataire de la motion de Mme Aubry, en appelant à attendre la "commission nationale de récolement" du PS.

Cette instance constituée de membres de toutes les tendances doit examiner l'ensemble des recours lundi. Elle les transmettra au Conseil national, le parlement du parti -où les partisans de Mme Royal ne "pèsent" que 29%-, qui se réunit mardi soir 25 novembre et est censé trancher en dernière instance le résultat de l'élection.

Cette procédure est toutefois elle-même susceptible d'être contestée. Manuel Valls et Jean-Pierre Mignard, lieutenants de Ségolène Royal, ont ainsi évoqué le recours à une médiation interne au parti, voire à la justice.

François Hollande, à la tête du parti depuis 11 ans et souvent critiqué avant même cette crise pour son refus de trancher les conflits, a lancé un "appel à la responsabilité de chacun et au respect de nos procédures, du vote et de nos instances". Et d'assurer, comme une incantation, que "le risque n'est pas du tout de scission ou d'éclatement, (mais) de confusion".

Ségolène Royal a souligné samedi soir son intention de ne pas quitter le PS. Mais pour Dominique Reynié, directeur de la Fondation pour l'innovation politique, le PS va peut-être "entrer dans une crise dont il ne se relèvera pas". Pour l'analyste, le parti est en tout cas "devenu ingouvernable", divisé en deux parts égales.

D'un côté, une sorte de camp légitimiste incarné par la "dame des 35 heures", attaché à feu la "gauche plurielle" et où se retrouveraient selon M. Reynié "tous les +éléphants+".

De l'autre, des "royalistes" à la chef de file moderniste et dérouterante, tournée vers son ambition présidentielle, promettant le "renouvellement" interne et dont les partisans auraient surtout envoyé comme message au "vieux parti" un "on ne veut plus de vous". "C'est un vote-sanction interne qui est inédit", estime le politologue.

La crise semble en tout cas devoir éloigner le PS du sursaut qu'il espérait tirer de la désignation d'un nouveau leader -pour la première fois une femme-, après trois échecs successifs à la présidentielle et une longue guerre des chefs qui l'a rendu quasi-inaudible face à un "hyper-président" Nicolas Sarkozy.

Une situation dont n'a pas manqué de se réjouir l'UMP, raillant la "démonstration d'un art consommé de la volonté de disparaître" de la part d'"un parti affaibli et coupé en deux, avec deux camps qui ne se respectent pas... pire, qui se haïssent!"